

Questions orales

L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, l'industrie dont parle le député est effectivement rentable. Grâce à la mesure proposée, une partie des profits réalisés seront investis dans la recherche au Canada donnant ainsi de l'emploi aux chercheurs canadiens. C'est tout ce dont il retourne.

Des voix: Bravo!

M. Andre: Pour ce qui est des projections, je rappelle au député qu'aux fins du Programme énergétique national, on prévoyait que le prix du baril de pétrole brut atteindrait 80 \$.

M. Orlikow: Et vous y avez cru.

M. Andre: Gardez cet exemple à l'esprit en faisant vos projections. Renvoyons ce projet de loi à un comité où nous pourrions examiner les hypothèses sur lesquelles on fonde ces prédictions. On peut espérer que l'on arrivera alors à une évaluation plus rationnelle et raisonnable. C'est tout ce que je demande.

* * *

LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES

L'OBSERVATOIRE RADIOASTRONOMIQUE D'ALGONQUIN

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Le groupe de personnalités éminentes auquel il a fait allusion, le Comité associé d'astronomie, s'est prononcé à l'unanimité en faveur non seulement du maintien, mais de la modernisation de l'observatoire radioastronomique d'Algonquin. Le ministre peut-il dire à la Chambre pourquoi on a fait si peu de cas des recommandations de ce groupe de professionnels dévoués?

● (1150)

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je serai naturellement beaucoup mieux placé pour répondre à cette question lorsque j'aurai reçu le rapport du groupe de travail que j'ai chargé ce matin d'examiner ces sujets.

ON DEMANDE AU MINISTRE D'ANNULER LES COMPRESSIONS

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Il est fort évident qu'il n'a prêté l'oreille ni à ce groupe, ni aux recommandations du Conseil national de recherches, ni aux Canadiens. Va-t-il maintenant faire ce qu'il convient de faire en reconnaissant son erreur et en annulant les compressions imposées au CNR afin de permettre à ce pays d'aller de l'avant en matière de science et technologie et de recherche et développement, comme l'avaient promis les conservateurs en 1984?

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, nous sommes très impatients de donner libre cours aux efforts importants des Canadiens en matière de recherche, de science et de technologie.

M. Gauthier: Alors, cessez donc de les harceler.

M. Oberle: Il est pour le moins paradoxal que le parti libéral et ses amis socialistes fassent tout en leur pouvoir pour faire obstacle à la présentation d'un projet de loi . . .

Une voix: C'est vous qui effectuez les compressions.

M. Oberle: . . . qui créerait 3 000 emplois dans le domaine de la recherche . . .

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre.

* * *

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

LES FONDS ATTRIBUÉS AUX PLUS PETITES PROVINCES

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Je suis persuadé qu'il sait que, depuis l'accession au pouvoir du parti conservateur en septembre 1984, la croissance de l'emploi dans les provinces de l'Atlantique n'a été que de 3 p. 100 tandis qu'en Ontario elle a été de 7 p. 100. En dépit de ces chiffres, la plus grande partie des fonds du ministère de l'Expansion industrielle régionale ont été affectés à l'Ontario et au Québec. Le gouvernement se propose-t-il d'accroître le budget de ce ministère afin que les plus petites provinces obtiennent leur part équitable des fonds destinés aux programmes d'expansion régionale?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, j'ai déjà répondu à cette question. J'ai mentionné tout à l'heure que, effectivement, depuis 1984, le gouvernement a aidé les régions plus que n'importe quel autre gouvernement auparavant.

J'ai mentionné également quelques initiatives qui avaient été prises par notre gouvernement, et je voudrais rappeler à mon collègue que dans le discours du Trône il va quand même trouver encore une fois l'engagement du gouvernement de continuer à aider les régions. Nous avons déjà annoncé l'établissement et la création de l'Agence de développement de l'Atlantique et nous avons également annoncé notre intention d'assurer la diversification de l'économie dans l'Ouest.

Alors je pense encore une fois, monsieur le Président, que nous faisons un effort toujours continu dans ce désir d'aider les régions du pays.